



Commissaires aux comptes

TERAGIR

Association Loi 1901

*115, rue du Faubourg Poissonnière
75009 PARIS*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

AUDITEURS ASSOCIES FRANCILIENS – GROUPE AF

Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Paris
Sarl au capital de 240 000 € - Siège social : 80, rue Cardinet 75017 Paris
RCS Paris B 422 774 349 - APE 6920 Z - TVA FR 44 422 774 349 - Tél. : **01 83 75 81 81**
www.groupeaf.com

A l'Assemblée Générale de l'Association TERAGIR,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **TERAGIR** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne le traitement comptable des subventions d'exploitation et leur rattachement sur l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 16 Avril 2019

Auditeurs Associés Franciliens

Philippe RIMMER
Commissaire aux comptes

BILAN AU 31/12/2018**ACTIF**

Détail des postes	Valeurs Brutes	Amort.et dépréciations	Valeurs nettes au 31/12/18	Valeurs nettes au 31/12/17
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Concessions et droits similaires	32 180	-	32 180	32 180
Licences Logiciels	10 750	10 490	260	1 451
Autres immob. incorporelles	279 459	173 232	106 227	99 515
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Instal. tech. mat. & out. indust.	10 657	10 504	153	221
Autres immo. corporelles	74 269	68 440	5 829	6 008
Immo. corporelles en cours	-	-	-	-
Avances & acomptes	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations & créances rattachées	305	-	305	305
Autres titres immobilisés	105 057	-	105 057	105 057
Prêts	-	-	-	-
Autr. immo. financières	21 033	-	21 033	19 541
TOTAL I	533 710	262 666	271 044	264 278
Stocks et en-cours				
Matières Fournitures & approvisionnements	4 186	-	4 186	8 768
En cours production de services	-	-	-	-
Avances et acomptes versés/com.	-	-	-	-
Créances				
Avances, acomptes versés	4 233	-	4 233	4 984
Clients et comptes rattachés	685 221	13 120	672 101	375 183
Autres créances & subventions à Rev.	5 654	-	5 654	2 136
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 110 473	-	1 110 473	1 043 841
Charges constatées d'avance	12 741	-	12 741	20 155
TOTAL II	1 822 508	13 120	1 809 388	1 455 067
Charges à répartir/plus.exerc. (Total III)	-	-	-	-
Ecart de conversion actif (Total IV)	-	-	-	-
Total général (I+II+III+IV)	2 356 218	275 786	2 080 432	1 719 345

Pour identification

Commissaire aux Comptes

BILAN AU 31/12/2018**PASSIF**

Détail des postes	Au 31/12/2018			Au 31/12/2017
	Valeurs nettes (Avant affectation)	Affectation du Résultat	Valeurs nettes (*) (Après affectation)	Valeurs nettes (**) (Après affectation)
Fonds associatifs				
Fonds associatif	200 000		200 000	200 000
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserves				
Réserve pour fonds de roulement	1 099 673		1 099 673	1 031 090
	-	-	-	-
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice →	-37 175		-37 175	68 583
Subventions d'investissement	-	-	-	-
Total I	1 262 498	-	1 262 498	1 299 673
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	118 244		118 244	104 029
Total II	118 244	-	118 244	104 029
Emprunts & dettes aup. établ. fin.	-	-	-	-
Emprunts et dettes financ. Divers	-	-	-	-
Av. & ac. reçus s/com. en cours	-	-	-	-
Dettes fourniss. & cptes rattachés	26 542	-	26 542	35 397
Dettes fiscales et sociales	126 629	-	126 629	128 180
Dettes sur immo. & cptes rattachés	-	-	-	-
Autres dettes	49	-	49	10 475
Produits constatés d'avance	546 470	-	546 470	141 591
Total III	699 690	-	699 690	315 643
Total général (I+II+III)	2 080 432	-	2 080 432	1 719 345

(*) selon proposition du conseil d'administration

Pour Identification

Commissaire aux Comptes

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2018

RUBRIQUES	au 31/12/18	au 31/12/17
Ventes de marchandises	54 759	50 171
Productions vendues de services	671 244	635 745
Production stockées	-	-
Subventions d'exploitation	948 147	1 014 044
Reprises sur amort & Transferts de charges	113 959	130 249
Autres produits	9 059	9 408
Cotisations membres & dons	970	1 420
Total des produits d'exploitation I	1 798 138	1 841 037
Achats de marchandises	27 297	23 853
Variation de stock de marchandises	4 582	7 248
Autres achats et charges externes	441 462	489 669
Impôts, taxes et versements assimilés	64 636	58 511
Salaires et traitements	715 962	663 590
Charges sociales	375 129	349 168
Dotations amortissements sur immobilisations	60 232	45 439
Dotations provisions sur actif circulant	5 066	17 984
Dotations provisions pour risques et charges	118 244	104 029
Autres charges	17 912	11 102
Total des charges d'exploitation II	1 830 522	1 770 593
1. RESULTAT D'EXPLOITATION I - II	- 32 384	70 444
Produits autres valeurs mobilières, créances actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 082	2 077
Reprises sur provisions et transfert de charges		79
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers III	2 082	2 156
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement		152
Total des charges financières IV	-	152
2. RESULTAT FINANCIER III - IV	2 082	2 004
RESULTAT COURANT I-II+III-IV	- 30 302	72 448
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 583	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels V	1 583	-
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	8 456	3 865
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles VI	8 456	3 865
3. RESULTAT EXCEPTIONNEL V - VI	- 6 873	- 3 865
<i>TOTAL DES PRODUITS I + III + V</i>	<i>1 801 803</i>	<i>1 843 193</i>
<i>TOTAL DES CHARGES II + IV + VI</i>	<i>1 838 978</i>	<i>1 774 610</i>
<i>Impôt</i>		
4. BENEFICE OU PERTE (total produits - total charges)	- 37 175	68 583

Annexe au 31/12/2018

▪ Règles et méthodes comptables

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 2014 approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014
- la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- les règlements comptables :
 - ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
 - ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015.

▪ Hypothèses de base et règles générales de présentation

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

▪ Changement de méthode

Aucun changement n'est intervenu dans la méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

▪ Principe et méthode comptable

Immobilisations incorporelles, corporelles et financières :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Concernant les immobilisations financières, les autres titres immobilisés sont évalués à leur coût d'acquisition. A la clôture, une dépréciation est comptabilisée si la valorisation fournie par la banque est inférieure à la valeur au bilan.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont comptabilisées suite à la validation de l'acte d'engagement du créancier lors de son inscription sur le site pour les prestations facturables, et lors de la signature des conventions avec les partenaires.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Effectif moyen

L'effectif moyen s'est élevé à 20 salariés au 31.12.18.

▪ Immobilisations & Amortissements

VARIATION DES IMMOBILISATIONS

Immobilisations	Immo.début exercice	Acquisitions	Diminution	Valeur brute fin exercice
Concessions et droits similaires	32 180	-		32 180
Logiciels	10 750	-		10 750
Autres immobilisations incorporelles	215 531	63 928		279 459
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques et outillage	10 657	-	-	10 657
Installations générales, agencements	33 165	-	-	33 165
Autres immo.corporelles : mat.bureau, info., mobilier	40 626	1 577	1 099	41 104
Autres titres immobilisés	105 057	-	-	105 057
Immobilisations financières	19 846	1 492	-	21 338
TOTAL GENERAL	467 812	66 997	1 099	533 710

VARIATION DES AMORTISSEMENTS

Cumul Amortissements	Début exercice	Dotations	Sorties Reprises	Fin exercice
Concessions et droits similaires				-
Logiciels	9 300	1 190		10 490
Autres immobilisations incorporelles	116 016	57 216		173 232
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques et outillage	10 435	69	-	10 504
Installations générales, agencements	33 165		-	33 165
Autres immo.corporelles : mat.bureau, info., mobilier	34 617	1 757	1 099	35 275
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	203 533	60 232	1 099	262 666

TERAGIR

Les amortissements sont constatés sur la base d'une dépréciation calculée selon les durées d'utilisation :

Nature Immobilisation	Durée
Logiciels et sites Internet	3 Ans
Matériels et Mobiliers de Bureau	5 à 10 Ans
Installations générales & Petits Agencements	5 Ans
Autres Matériels et Mobiliers	3 à 5 Ans

▪ Provisions & dépréciations

Il est présenté ci-après un tableau des mouvements des provisions et dépréciations :

VARIATION DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Nature provisions et dépréciations	Montant début de l'exercice	Augmentations Dotations exercice	Diminutions Reprises exercice	Montant à fin de l'exercice
Provisions investissements	-	-	-	-
Amortissements dérogatoires	-	-	-	-
Autres provisions réglementaires	-	-	-	-
TOTAL I	-	-	-	-
Provisions pour indemnité de départ en retraite	104 029	118 244	104 029	118 244
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions amendes pénalités	-	-	-	-
Provisions pertes change	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour solde à reporter	-	-	-	-
Autres provisions	-	-	-	-
TOTAL II	104 029	118 244	104 029	118 244
Autres immobilisations financières	-	-	-	-
Sur comptes clients	17 984	5 066	9 930	13 120
Stocks et en cours	-	-	-	-
Valeurs mobilières de Placement	-	-	-	-
TOTAL III	17 984	5 066	9 930	13 120
TOTAL GENERAL I + II + III	122 013	123 310	113 959	131 364

TERAGIR

La provision pour indemnités de départ à la retraite se monte à 118 244 € au 31 décembre 2018, et est calculée selon la convention collective de l'animation ; la valorisation de la provision est calculée selon la manière suivante :

- l'indemnité de départ volontaire et de mise à la retraite est calculée dans les conditions légales, c'est à dire qu'elle est égale à l'indemnité conventionnelle de licenciement.
- Le taux de charges sociales est fixé à 42% pour les non cadres, et à 45% pour les cadres.

▪ Créances et dettes

Il est présenté ci après un tableau de ventilation des créances et dettes de l'association au 31 décembre 2018.

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	21 033	-	21 033
Clients douteux ou litigieux	-	-	-
Avances et acomptes versés	4 233	4 233	-
Autres créances clients	685 221	685 221	-
Créances repr.s.titres prêtés	-	-	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux	-	-	-
Etat et autres	-	-	-
Débiteurs divers (produits à recevoir)	5 654	5 654	-
Charges constatées d'avance	12 741	12 741	-
TOTAL GENERAL	728 882	707 849	21 033

Etat des dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-
Avances et acomptes versés par Clients	-	-	-
Fournisseurs, comptes rattachés	26 542	26 542	-
Personnel et comptes rattachés	44 311	44 311	-
Sécurité Sociales, autres organismes sociaux	67 280	67 280	-
Etat Impôts et taxes	15 038	15 038	-
Autres dettes	49	49	-
Produits constatées d'avance	546 470	546 470	-
TOTAL GENERAL	699 690	699 690	-

Projet associatif et affectation du résultat

OBJET	DATE ORIGINE CREATION	MONTANT INITIAL	MONTANT DES REALISATIONS DE L'EXERCICE IMPUTABLES AU PROJET	AFFECTATION DU RESULTAT N-1 (Décision AG)	SOLDE FIN EXERCICE
FONDS ASSOCIATIFS		200 000			200 000
RESERVES EXPLOITATION					
Fonds de roulement		1 031 090		68 583	1 099 673
RESERVES PROJET ASSOCIATIF					
RESERVES INVESTISSEMENT					
REPORT A NOUVEAU					
RESULTAT N-1		68 583	-	68 583	-
TOTAUX		1 299 673	-	-	1 299 673

NB : Report à nouveau et résultat signé en - si débiteurs (déficit)

TERAGIR

FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS AFFECTEES

[illegible]

FONDS DEDIES SUR DONS AFFECTES

NEANT

[illegible]

DETAIL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Produits constatés d'avance	31/12/2018	31/12/2017
GAP		49 540
MGEN	320 000	
France Bois Forêt	69 261	55 385
ADEME	27 692	23 333
STEM Propreté	102 000	
Fondation groupe RATP	4 875	
AFD	17 642	
Plantons pour l'Avenir	5 000	
Fonds Green Link		10 000
Terres d'Initiative Solidaire		3 333
TOTAL GENERAL	546 470	141 591

DETAIL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Charges constatées d'avance	31/12/2018	31/12/2017
Akabia	3 240	
Abonnement Journal de l'Environnement		112
Neopost location machine à affranchir	745	737
Comité 21 adhésion	120	100
Outils conviviaux	500	
Abonnement EDD	783	1 951
CNEA		570
FEE Eco Schools		7 800
Tickets Restaurant	3 780	4 283
Adhésion ATD		395
Licence Sage		686
Licence Kawett	2 500	2 500
Abonnement l'Hotellerie Restauration	20	18
Abonnement Cision	1 053	1 003
TOTAL GENERAL	12 741	20 155

Pour identification

Commissaire aux Comptes

DETAIL DES CHARGES A PAYER

Charges à payer	31/12/2018	31/12/2017
Fournisseurs et comptes rattachés		
408000-FNP	8 400	8 400
Dettes fiscales et sociales		
428200-Congés Payés	44 311	48 011
428600-Personnel, charges à payer	-	-
438000-Organismes sociaux à payer	19 940	21 605
448600-Etat charges à payer	15 038	13 031
468600-Charges à payer	49	
TOTAL GENERAL	87 738	91 047

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir	31/12/2018	31/12/2017
Produits à recevoir	4 633	2 136
TOTAL GENERAL	4 633	2 136

DETAIL CHARGES EXCEPTIONNELLES

Charges exceptionnelles	31/12/2018	31/12/2017
671000-Charges exceptionnelles	8 456	65
675000-VNC des actifs cédés		3 800
687500-Dotation exceptionnelle		
TOTAL GENERAL	8 456	3 865

DETAIL PRODUITS EXCEPTIONNELS

Produits exceptionnels	31/12/2018	31/12/2017
771000-Autres produits exceptionnels		
793000-Transfert de charges		
TOTAL GENERAL	-	-

TERAGIR

Bénévolat et aides indirectes

L'association bénéficie comme toute association du concours bénévole de différentes personnes membres de l'association.

L'inventaire global des aides directes et indirectes dont bénéficie l'association n'a pas été effectué avec exhaustivité.

L'option de comptabilisation de ces aides aux postes de charge par nature concernée en contrepartie du poste subvention n'a pas été retenue compte tenu du caractère non exhaustif de l'inventaire et surtout du caractère non significatif de cet élément.

Montant des honoraires du commissaire aux comptes

	31/12/2018	31/12/2017
Honoraires passés en charge : (mission légale)	8400	8400
Honoraires passés en charge : (services autres que la certification des comptes)	0	0